

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ECONOMIQUE

« Un titre foncier pour tous n'est nullement une utopie »



Lire p.4

ANPI-Gabon et Conseil chinois pour la promotion du commerce international



Lire p.6

DEVELOPPEMENT DURABLE

Le recyclage, c'est bon pour le climat



Lire p.12

TIC

Le 1er Centre virtuel Avicenne UNESCO d'Afrique centrale



Lire p.13

DOSSIER

GRANDE DISTRIBUTION

C'EST DEMAIN NOËL ET LE NOUVEL AN 2017



La transition numérique, un enjeu majeur dans le secteur d'activité de la grande distribution

Lire pages 10-11

Joyeux Noël et nos vœux les meilleurs pour l'An 2017

DEVELOPPEMENT DURABLE - RSE - HSE



N°54
FEVRIER
2017





Conception xaviergillet@mac.com

PRES DE CHEZ VOUS,
**POUR MIEUX
VOUS SERVIR**
A TRAVERS TOUT LE GABON

**DIRECTION GÉNÉRALE
de la CECA-GADIS**

Siège social : B.P. 89 Libreville
Tél. 01 76 21 08 - Fax 01 74 32 63
Site web : www.cecagadis.com

Sommaire N°53

VIE ECONOMIQUE

4-9

Le Gabon accélère la diversification pour développer et diversifier son économie

P.6

Bilan de la visite d'Etat du président de la République Ali Bongo en République populaire de Chine

P.8

Le PDG de Shell Gabon à la rencontre des sociétés sous-traitantes

P.9

DOSSIER

10-11



SOCIAL & SOLIDAIRE

14

En l'absence de meilleures politiques du logement et des transports, les villes pourraient devenir des pièges à inégalités

P.14

CONSO & SANTÉ

15

Des aliments excellents pour votre cœur

P.15

Édito

Marchons ensemble

Par Anne-Marie JOBIN

Les années se suivent et ne se ressemblent pas ! Face aux aléas économiques mondiaux, et par voie de conséquence nationaux, 2016 se termine sur un ton de nostalgie. En cette période de fêtes il convient de constater que la reprise des affaires au Gabon n'est pas une vue de l'esprit quoique encore timide. Si l'engagement de certains chefs d'entreprise paraît timide, ce n'est pas le cas des investisseurs d'importantes structures implantées au Gabon depuis plusieurs décennies.

NE CÉDON PAS À LA PERPLEXITÉ ET REGARDONS L'AVENIR D'UN AUTRE CIEL

C'est la politique d'*Economie Gabon+*. Tout en conservant notre ligne éditoriale, nous travaillons au développement de notre communication par voie électronique. D'ici quelques semaines, nous vous présenterons notre site internet revisité. Avec 12.068 abonnés volontaires, notre newsletter hebdomadaire remporte un vif succès tout autant que notre page Facebook. C'est donc le signe d'une mutation ou, pour le moins, la preuve d'une consolidation des acquis et d'une stratégie de développement en plein essor.

Notre format papier, un tabloïd, reste une valeur sûre au regard des témoignages de nos principaux et fidèles partenaires. Les sujets développés en profondeur ne laissent pas de place à l'approximatif, et c'est bien cela que nos lecteurs apprécient. Pour accentuer davantage cette tendance, nous souhaitons en 2017 vous ouvrir nos colonnes, vous accompagner et être le reflet de vos allégations. N'hésitez pas à nous solliciter.

Pour rappel, *Economie Gabon+* est l'unique journal gabonais gratuit tiré et distribué à 10.000 exemplaires et lu chaque mois par 25.000 lecteurs. Nous nous inscrivons dans un paysage apolitique, nous sommes indépendants et libres. *Economie Gabon+* cible les dirigeants et leaders d'opinion, il informe au travers de ses différentes rubriques, il développe un thème précis chaque mois : développement durable, RSE, HSE, marché de l'automobile, économie numérique, agriculture, pétrole gaz et mines, transport logistique et tourisme, BTP et habitat, éducation et formation, banques & assurances C'est donc un support susceptible d'intéresser tous les secteurs d'activité.

Toute l'équipe d'*Economie Gabon+* reste à votre disposition et vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année accompagnées de nos sincères vœux de prospérité ■

Directeur de la publication

Philippe Chandezon
pchandezon@gmail.com
Cell. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction

Neltoh NARGONGAR
Anne-Marie JOBIN
Nancy DIGOMBE
laredaction@economie-gabon.com

Correspondant Royaume-Uni

Blanche MATCHANGA

Correcteur / Rewriter : Rodrigue NDONG

contact@economie-gabon.com

Responsable Multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Rédacteur en chef éditorial

Dr. Neltoh NARGO
Tél. : +241 07 41 26 42
laredaction@economie-gabon.com

Stratégie & Développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie

Donald Ella

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

INTERVIEW DU VICE-PREMIER MINISTRE, MINISTRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT SOCIAL ET DU LOGEMENT, M. BRUNO BEN MOUBAMBA

« Un titre foncier pour tous n'est nullement une utopie »

Résolument convaincu de la mission qui a lui a été confiée, et volontaire dans son engagement pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés, le vice-Premier ministre, ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du logement, M. Bruno Ben Moubamba, nous a reçu avec beaucoup de courtoisie dans ses bureaux de l'immeuble Alusuisse. Il se donne de nouveaux outils afin de mettre en oeuvre des politiques publiques favorisant une croissance inclusive dans les villes de Libreville, Port-Gentil, Lambaréné, Franceville, Oyem et bien d'autres chefs-lieux de province. Il offre des données uniques, comparables au niveau international, relatif à la croissance économique, aux inégalités et au bien-être des citoyens. En proposant un schéma d'aménagement urbain qui permettrait de mettre un terme au désordre urbanistique, il voudrait ainsi se donner les moyens, via des réformes structurelles, de mesurer les performances de nos villes, en particulier Libreville et Port-Gentil, non seulement en termes de prospérité économique, mais également en termes de perspectives d'emploi, du caractère abordable du logement et d'opportunités.



Le Vice-Premier ministre, ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du Logement, M. Bruno Ben Moubamba

Par Dr Nelto et Anne Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Au Gabon, M. le vice-Premier ministre, la gestion des grandes villes telles que Libreville et Port-Gentil, continue à poser de plus en plus de défis en raison de la croissance rapide de la population urbaine pauvre. Vous vous présentez aujourd'hui comme un homme de terrain. Quelles sont les actions que vous menez dans l'immédiat par rapport au cahier de charges du Premier ministre dans le cadre des cent premiers jours du gouvernement ? Quels sont votre projet et votre stratégie d'urbanisation et de construction de l'habitat social et des logements au regard de ce défi majeur que pose la gestion de ces deux grandes villes de notre pays ?

Vice-Premier ministre, ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du Logement, M. Bruno Ben Moubamba : C'est d'abord un honneur pour moi de vous recevoir dans mon département ministériel. Ensuite, je m'intéresse aux questions économiques et je trouve que votre journal est avant-gardiste parce que nous sommes un pays qui a vocation à devenir un leader en zone Cémac et en Afrique centrale. Nous en avons les capacités au regard des richesses dont le pays dispose. La spécificité de la nature du Gabon et sa variété sont de bons augures pour un développement durable admis de notre pays et de la région d'Afrique centrale.

LE BÂTIMENT, UN SECTEUR PORTEUR DE CROISSANCE

La stratégie du gouvernement que je représente est le nouvel ordre urbanistique qui se décline sur trois piliers. Il s'agit de la planification urbaine dotée d'une

programmation spatiale et d'une réglementation. C'est fondamental parce qu'il faut mettre fin au désordre urbanistique de notre pays. En effet, le secteur dont j'ai la charge est porteur d'une poche de croissance importante qui impactera la diversification économique mise en œuvre par le gouvernement. Et c'est grâce à cette diversification de notre économie à travers la transformation du bois et la production de silicomanganèse offrant un marché en croissance au complexe métallurgique de Moanda, qu'aujourd'hui, la tension budgétaire a été moins forte voire amoindrie. Enfin, le secteur du bâtiment est indéniablement porteur de croissance.

Plusieurs opérations sont prévues sur tout le territoire national et singulièrement à Libreville et Port-Gentil avec, bien entendu, des extensions urbaines, c'est-à-dire la mise en place d'un schéma d'aménagement urbain. Je pars à Singapour pour relancer le plan d'aménagement urbanistique de Libreville afin de réaliser le grand Libreville qui favorisera le grand Port-Gentil et éventuellement Lambaréné qui deviendra une ville essentiellement touristique.

LA NATIONALE 1 S'APPELLERA LA «VOIE ROYALE»

L'objectif que nous poursuivons est de faire de la Nationale 1, l'épine dorsale urbanistique du Gabon. Les communes urbaines comme Akanda (tout le monde veut y habiter) et Angondjé sont actuellement soumises à une très forte pression avec des menaces réelles sur la forêt classée de la Mondah. Objectivement, nous voulons développer un urbanisme de façade, non pas dans un sens péjoratif, sur les grandes artères, mais au sens de l'aménagement des bordures des grandes artères de nos villes. A Libreville, la grande artère, c'est celle qui commence au PK-0 de la Nationale-1, c'est-à-dire au début de la Baie-des-Rois du bord de mer (l'actuel

emplacement du Port Môle). Ce projet va être relancé et la Nationale-1 s'appellera la « Voie Royale » et ce jusqu'à Lambaréné. Il permettra de mettre en place un nouvel ordre urbanistique tout au long de cette voie. Il faut absolument développer un nouveau Libreville à partir de Bikélé-Ntoun, avec des déviations vers Donguila, Cocobeach et Kango. Nous allons aussi relancer le dossier de l'aéroport d'Andem.

Nous complétons ce schéma par Bifoun-Lambaréné dans le strict respect de l'Accord de la COP22 signé à Marrakech au Royaume du Maroc. Cet accord nous exige de respecter des normes environnementales durables. Il s'agit de favoriser, tout au long de cette Voie Royale, des aménagements fonciers réglementaires avec des parcelles dotées de titres fonciers pour des Gabonais qui veulent s'investir dans l'autoconstruction, mais également des promoteurs immobiliers et des actions de l'Etat en vue de construire des logements, des bureaux, des villes nouvelles. Il faut normaliser le foncier, le logement, l'habitat social et l'urbanisme. C'est un projet ambitieux et je le reconnais. Cependant, cela ne sera possible que si nous arrivons à densifier le centre-ville de Libreville dans la mesure où les espaces les plus riches se trouvent dans un Libreville qui abrite 2/3 des bidonvilles et de « mapanes ».

UN CAHIER DE CHARGES EN CINQ POINTS POUR LES 100 JOURS

Nous allons lancer la rénovation des quartiers grâce à un Partenariat Public Privé (PPP), parce que notre budget d'investissement ne nous permet pas de financer tout ce projet. Avec le concours du Partenariat Public Privé, nous allons par exemple rénover des quartiers comme Mont-Bouët-Sorbonne-Gare-Routière. Et si nous pouvons le faire, ce serait une véritable révolution urbanistique parce qu'il

constituera le centre urbain de Libreville qui n'en dispose pas en ce moment. Un centre urbain qui apportera une valeur ajoutée aux terres de Libreville.

En priorité, il nous faut régler cela en cent jours. En effet, le Premier ministre nous a confié un cahier de charges en cinq points, notamment le règlement des conflits fonciers à Libreville, en particulier à Angondjé et Bikélé, à Port-Gentil. La restructuration urbaine, la production des parcelles aménagées pour l'autoconstruction, le PPP et les projets gouvernementaux. Les cent jours ont donc été essentiellement consacrés aux règlements des conflits, à la mise en place d'un outil législatif, en particulier l'ordonnance 6 qui révisé la loi 7 de 2012, la VRD d'Angondjé, la création de l'ANUTTC. Un outil législatif qui permet la réforme du département ministériel dont j'ai la charge, notamment la création d'une haute autorité nationale dédiée au foncier de l'Etat, d'une brigade d'urbanisme, etc. C'est pour vous dire que nous sommes en pleine émulsion au sein de ce département ministériel. Nous voulons imprimer une véritable volonté de restaurer l'autorité de l'Etat.

En ce qui concerne le projet de la rare routière du PK-15, nous travaillons en concertation avec les ministères en charge de celui-ci et dans le cadre d'une commission interministérielle. Il est vrai que cette gare routière s'inscrit dans le projet de développement du grand Libreville, mais il faut harmoniser les politiques publiques en la matière qui intègrent des projets partagés. Je ne peux pas dire que ce projet est partagé entre le département du ministre d'Etat, Jean-Pierre Oyiba, et le mien, parce que je n'étais pas au gouvernement lors de son élaboration. Toutefois, cette gare routière reste nécessaire parce qu'elle constitue une infrastructure de désengorgement. J'espère qu'elle verra le jour.

VALORISER LA GENT FÉMININE



Le Vice-Premier ministre, Bruno Ben Moubamba sur les chantiers des logements sociaux non achevés...



... et terminés d'Angondjé

ECONOMIE GABON+ : Au plan des ressources humaines et conformément aux directives du président de la République, qui recommande une part de 30% des femmes dans l'effectif des cabinets ministériels, quelle est la composition en personnel de votre cabinet et des différents services afférents au ministère ? Avez-vous déjà renouvelé votre personnel administratif et technique ?

Nous disposons de toute une étude managériale du ministère qui a été fermée en 2011, après une période complexe que je ne maîtrise pas. Depuis lors, le ministère ne s'en est pas encore remis. Entretemps, il a eu la création d'une Agence d'exécution dénommée ANUTTC, qui était en réalité un Etat dans l'Etat. Aujourd'hui, nous avons envisagé de réformer cette administration afin de l'intégrer dans l'administration du ministère pour la simple raison que l'Etat est l'administration, et sans administration il n'y a pas d'Etat. Nous revenons aux principaux fondamentaux de l'Etat.

Au plan de la ligne managériale, le ministère est confronté à d'énormes difficultés. C'est compliqué de redémarrer une machine enrayée comme celle de l'urbanisme et du logement. Un département ministériel rattaché à l'époque au ministère des Infrastructures et des Travaux publics. A cet effet, nous allons réintégrer, dans notre administration, nos agents en poste au département ministériel des Infrastructures. Ce retour augmentera sensiblement notre capital humain évalué à ce jour à 1097 agents. Toutefois, il faut dire que parmi cette ressource humaine, il y a un personnel vieillissant en instance de partir à la retraite et qu'il faut remplacer. Je suis en train de procéder à une étude de la ligne managériale qui permettra non seulement de recenser tous nos agents mais aussi d'en recruter. Nous en avons besoin.

Concernant les directives du président de la République, nous sommes dans cette perspective et je veillerai à son application. A preuve, le cabinet du vice-Premier ministre est composé à plus de 30% de femmes. Il en sera de même dans chaque service administratif du ministère, des organismes sous tutelle et les délégations provinciales. Il faut reconnaître que les nominations à mon cabinet ne sont pas encore effectives. Constitutionnellement les membres du gouvernement y ont droit et à cette occasion, j'introduirai aussi bien la diversité ethnique que la pyramide des âges. Je viens de visiter les locaux de l'ANUTTC et j'ai constaté qu'il y a plus de femmes que d'hommes. Cela me réconforte parce qu'il est normal que dans un pays où les femmes sont majoritaires, il est inadmissible que la gent féminine ne soit pas valorisée par une représentation à un niveau convenable et légal.

« La souffrance de la nouvelle génération des Gabonais doit nous interpeler et nous amener à une prise de conscience »

RÉFORMER L'ÉCOLE POUR RELEVER LE NIVEAU DE QUALIFICATION

ECONOMIE GABON+ : Vous venez, M. le vice-Premier ministre, d'évoquer la nécessité de recruter. Or, il y a entre 2 à 3 promotions de l'école d'urbanisme de Libreville qui sont sans emploi par manque de postes budgétaires. Etes-vous au courant du problème de ces agents formés ?

Nous sommes justement en train de signer des fiches bleues d'une partie de ce personnel formé de la promotion 2012. J'ai moi-même signé des documents relatifs à leur intégration à la Fonction publique. Au-delà du recrutement, je suis parvenu à faire que cette école ne soit pas fermée et que le concours d'entrée pour l'année académique 2016-2017 soit organisé. C'est nécessaire, mais il faut surtout relever le niveau de la formation. Ce qui manque réellement au ministère, ce sont des cadres dans tous les domaines. Par conséquent, j'envisage de réformer cette école pour une formation de qualité.

CONSTRUIRE 70.000 LOGEMENTS CHAQUE ANNÉE PENDANT CE SEPTENNAT

ECONOMIE GABON+ : Les économistes reconnaissent qu'une bonne gestion de l'urbanisation permet de stimuler la croissance et d'améliorer la qualité de vie. Compte tenu des responsabilités énormes qui vous incombent, quelle est la portée, à ce jour, de cette politique et des moyens de son accompagnement ? Que comptez-vous faire dans l'immédiat ?

Ce qui est important, c'est de bien comprendre que le foncier est une matière essentielle du développement du foncier, du bâti. En effet, le lancement des chantiers de construction des logements aura nécessairement des effets induits sur le comportement du produit intérieur brut et donc de la croissance économique. L'investissement et la consommation sont

deux variables qui interfèrent dans l'évaluation du PIB d'une économie. L'investissement envisagé dans le cadre du modèle associant l'intervention des partenaires privés à la formation brute du capital fixe des ressources publiques, aura indéniablement des effets leviers sur la production du secteur des BTP. Il aura en particulier des conséquences positives au plan social à travers des salaires versés aux employés secteur par secteur. Or les salaires payés constituent des revenus qui vont dégager des épargnes et la chaîne de consommation future. Dans ces hypothèses, ne dit-on pas, dans cette maxime connue, que quand le bâtiment va, tout va. Cette maxime sera à nouveau affirmée au Gabon.

Pour le vice-Premier ministre que je suis, l'activité d'urbanisation du pays sera forcément génératrice de croissance sur plusieurs années. Il y a effectivement un déficit énorme de 250 à 270.000 logements à construire. Si nous pouvons en construire 70.000 chaque année, nous aurons réussi notre pari. Cela a tout l'air d'une utopie mais elle ne l'est pas parce que c'est possible. C'est un bel enjeu et en même temps une opportunité qu'il importe de maîtriser. Cet objectif ne pourra être atteint que grâce à une double implication de l'Etat qui mettra en place un cadre légal et réglementaire clair, et des opérateurs économiques privés dans l'optique d'un partenariat public et privé. Le coût global du financement de cet important projet avoisine les 900 milliards de nos francs sur toute la législature du présent septennat.

Bien au-delà il faut avoir à l'esprit que rien ne peut se faire sans un plan d'aménagement ni sa mise en œuvre. Le programme « *Un titre foncier pour tous* » n'est pas une utopie pour moi.

LA GÉNÉRATION FUTURE SERA UNE GÉNÉRATION CONSCIENTE

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la structure qui gère la problématique du titre foncier ?

Le titre foncier est géré par la direction du cadastre et de la topographie. Cependant, la création de l'ANUTTC, une agence superpuissante qui gèrait en même temps le travail de la direction de l'urbanisme et des affaires foncières, alors que sa mission devrait se résumer à affecter des parcelles de terrain. Je voudrais revenir sur les normes parce que j'ai davantage parlé des principes. Le problème

de notre pays le Gabon se pose en termes de normes. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de la mise en place d'un Centre technique de l'habitat, organisme sous tutelle et en charge de l'élaboration des normes, notamment des normes de construction et des matériaux de construction. C'est invraisemblable que dans un pays comme le nôtre, où nous avons du bois, des pierres, du marbre, des terres en abondance, l'on construise en parpaing et avec du ciment de mauvaise qualité. Or, nous pouvons réduire sensiblement le coût de construction en investissant dans les matériaux durables locaux afin de produire des briques de terre stabilisées, du bois dur, compatibles avec notre environnement. Je ne crois pas qu'au Gabon l'on soit fier de vivre dans des habitats aux murs noircis par des mousses.

Le Centre technique de l'habitat jouera pleinement son rôle dans toutes les provinces du Gabon. Parce que le management d'une ville doit obéir à des normes nationales et internationales. Pour cela, il faut des normes de construction qui auront un impact sur l'urbanisation des infrastructures. Je suis de ceux qui pensent qu'il faut enterrer tous les câbles électriques, téléphoniques et des fibres optiques. Ce n'est pas parce que nous sommes des Africains et des Gabonais en particulier, que nous ne pouvons pas obéir à des normes modernes exigées internationalement dans l'aménagement des villes. Moi particulièrement, je ne l'accepte pas, parce qu'il faut désormais intégrer dans le schéma directeur d'aménagement de nos centres urbains, des normes esthétiques et environnementales, nos valeurs dans le strict respect de nos identités culturelles. A cet effet, je prône le développement des territoires intégrés. Il faut cesser d'être obsédé par le vivre à Libreville. C'est une erreur monumentale de constater que 65% de la population gabonaise réside à Libreville, au bord de l'asphyxie. Une ville avec des constructions sans aucun cachet esthétique et sans référence culturelle. Nous pouvons le faire.

La génération future sera une génération consciente. Cela ne veut pas dire que nos pères n'ont pas été conscients. Nous sommes à l'ère de la mondialisation et des réseaux sociaux en pleine croissance. Et grâce à ces réseaux sociaux qui permettent à cette nouvelle génération de voyager à travers le monde, elle souffre de souffrir alors que nos parents souffraient parce qu'ils ne savaient pas que leur vie serait différente. Aujourd'hui avec Facebook, YouTube etc., nous assistons à une souffrance métaphysique de cette nouvelle génération. C'est ce qui me fait dire que nous souffrons de souffrir dans un monde où, grâce au Smartphone, l'on s'informe à distance sur la vie que mènent les nouvelles générations des villes américaines, européennes et asiatiques. Cette vie a pour conséquence l'absence de dialogue, la violence, la haine. Elle creuse le fossé entre les générations. La souffrance de la nouvelle génération des Gabonais doit nous interpeler et nous amener à une prise de conscience ■

ANPI-GABON ET CONSEIL CHINOIS POUR LA PROMOTION DU COMMERCE INTERNATIONAL

Un mémorandum pour encourager l'échange d'informations dans les domaines des technologies et du savoir-faire

La rédaction



Mme Nina Abouna, directrice générale ANPI-Gabon et le président du Conseil chinois pour la promotion du commerce international

En présence de plusieurs centaines d'acteurs économiques chinois et d'une délégation gabonaise conduite par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, Nina Abouna, la directrice générale de l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI-Gabon), a procédé, le jeudi 8 décembre écoulé, à la signature d'un mémorandum d'entente avec le président du Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT), Jiang Zengwei.

« La Chine inspire et dynamise les ardeurs entrepreneuriales »

Premier engagement du genre entre les deux pays désormais hissés au rang de ce que les Chinois appellent la « coopération globale », incluant donc les services privés respectifs, ce texte invite les deux parties à encourager l'échange d'informations entre leurs entreprises, en particulier dans le domaine des technologies et en matière de savoir-faire. En écho immédiat, le président de la République indiquera dans son discours devant la communauté des affaires conviée par la Chambre chinoise de commerce international et l'ANPI-Gabon qu'il « encourage les entreprises chinoises à privilégier les canaux d'investissements direct », et souhaite l'implantation de zones économiques spéciales industrielles dédiées aux sociétés chinoises.

Troisième fournisseur du Gabon avec un volume d'importation de 8,6% et son premier client avec un volume d'exportation égal à 14,2%, la Chine vient à point de publier un livre blanc sur le « droit au développement » : 700 millions de Chinois sont sortis de la pauvreté en un peu plus de 30 ans de réformes et d'ouverture. Pour Nina Abouna, il faut voir un heureux hasard, et la force d'un symbole, dans le fait que l'agence nouvelle qu'elle dirige dévoile pour la première fois, ici à Pékin, son

logo et sa signalétique. La Chine inspire et dynamise les ardeurs entrepreneuriales. Sa réussite et sa puissance trouvent à s'exprimer aujourd'hui dans une relation sino-africaine décomplexée, mêlant l'esprit du capitaliste au bulletin de naissance de cette « Chinafrique », daté Bandung 1955.

Au contact des représentants de près de 170 sociétés chinoises, les membres de la délégation gabonaise se sont attachés à travailler en « mode business » : Madeleine Berre, la ministre de la Promotion des investissements privés, du Commerce, du Tourisme et de l'Industrie, comme Régis Immongault, le ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du développement, comme encore les dirigeants de l'Autorité administrative de la zone de Nkok, du Fonds gabonais d'investissements stratégiques ou de la Confédération patronale, ont enchaîné les rendez-vous et les séances de présentation pour, parfois aussi, faciliter l'accès à une audience présidentielle. Entre 2014 et 2015, les investissements directs chinois au Gabon étaient en hausse de 91% ; sur 2016, avant même la fin de l'année, on compte déjà 1.35 milliards de dollars d'échanges. Le grand bond en avant ■

Source : www.Presidence-Gabon.ga

Le Gabon accélère la diversification pour développer et diversifier son économie

Dans un contexte économique en mutation, le gouvernement gabonais s'est donné pour mission de restructurer l'administration, en promouvant la participation du secteur privé et de l'entrepreneuriat pour ainsi développer un tissu économique solide et diversifié. Oxford Business Group publie à cette occasion le nouveau guide d'investissement « The Report : Gabon 2016 ».

La rédaction

La stratégie de diversification de l'économie et le bilan du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) sont étudiés en détail dans le nouveau rapport publié par le cabinet de recherche et de conseil Oxford Business Group (OBG) « The Report : Gabon 2016 ». Principale étude de langue anglaise sur l'ensemble de l'économie gabonaise depuis 2010, le rapport livre une analyse approfondie sur des secteurs clés tels que les services financiers, l'agriculture, le forestier, les mines, l'industrie, l'énergie, les télécommunications, la construction et le tourisme et expose les mesures mises en place par le gouvernement gabonais pour solidifier son économie, encore largement dépendante des hydrocarbures.

RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES DE LA CHUTE DES COURS DU PÉTROLE SUR LES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS AU GABON

Une mesure notable analysée est le développement d'une industrie locale et la création de valeur ajoutée à travers l'utilisation des matières premières, qui étaient traditionnellement exportées sans être transformées. Malgré les premiers efforts de diversification, la chute des cours du pétrole commence à avoir des répercussions économiques sur les secteurs publics et privés au Gabon.

Dans un tel contexte, l'Agence Nationale de Promotion des Investissements du Gabon (ANPI), la Confédération Patronale du Gabon (CPG) et Deloitte Gabon, partenaires d'OBG dans l'élaboration de ce rapport, ont un rôle clé dans la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale. Nina Abouna, directrice générale de l'ANPI, a soutenu que les résultats économiques enregistrés en 2015 pointent vers une amélioration de la résilience du pays grâce à la politique de diversification. « Nous devons bâtir un cadre des affaires de rang international à travers la mise en œuvre du Projet de Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité (PPIC) avec l'appui de la Banque Mondiale. La création de l'ANPI est le premier pas vers le renforcement de l'attractivité de l'économie gabonaise », affirme-t-elle.

Jean-Bernard Boumah, président de la CPG, a quant à lui souligné que « des mesures sont en cours afin de renforcer le cadre des affaires, et ainsi promouvoir les investissements directs, nationaux et étrangers ».

« Les avancées constatées, sur les plans fiscal et juridique, devraient permettre d'améliorer de manière significative le climat des affaires au Gabon... »

Pour Nicolas Balesme, Managing Partner de Deloitte Gabon, et Angéla Adibet, directrice – Conseil juridique et fiscal chez Deloitte Gabon, « les avancées constatées ces deux dernières années, sur les plans fiscal et juridique, devraient permettre d'améliorer de manière significative le climat des affaires au Gabon, et d'améliorer son attractivité et sa compétitivité à court et moyen terme pour les investisseurs privés ».

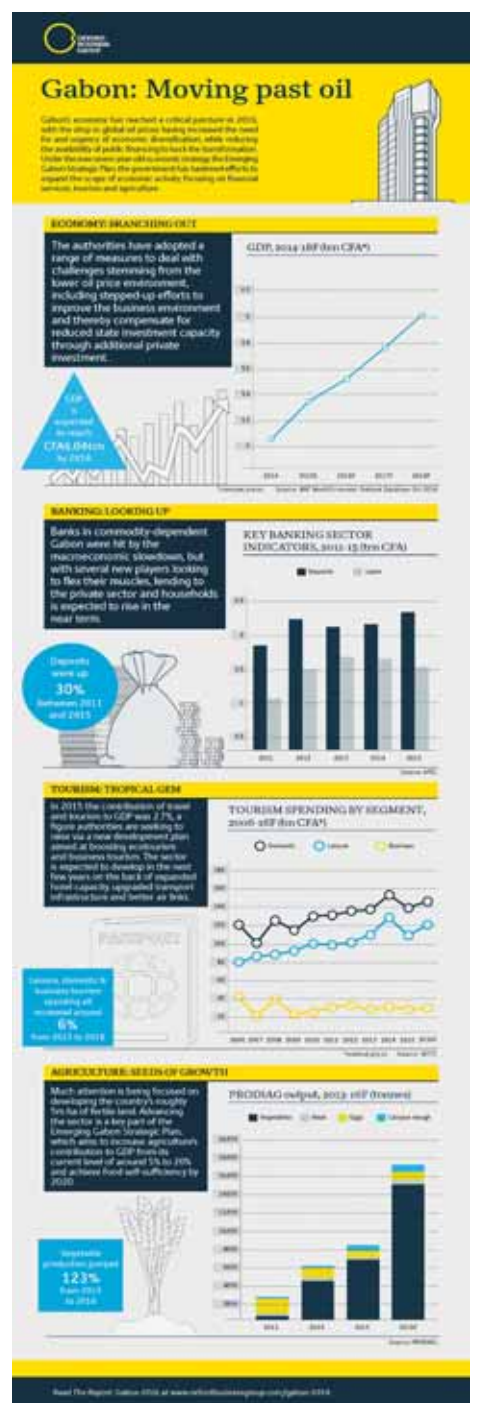
« The Report : Gabon 2016 » analyse en détail les mesures économiques mises en place par le gouvernement, telles que l'impact de nouvelles initiatives au niveau des douanes ; la promotion des PME et des PPP ou les principaux projets d'investissement des banques multilatérales de développement comme la Banque Mondiale, l'Agence française de développement (AFD) ou la Banque africaine de développement.

Les investissements effectués dans le transport et les infrastructures afin d'accroître la compétitivité logistique du pays sont aussi étudiés, avec notamment les travaux sur le réseau routier national et la rénovation du réseau ferroviaire, ou l'extension du port d'Owendo avec la construction de nouveaux quais. Le gouvernement souhaite également améliorer les correspondances des transports en commun.

Le rapport souligne par ailleurs que grâce au programme GRAINE et aux efforts du gouvernement pour stimuler la production agricole, le secteur de l'agriculture et de la pêche s'est développé, enregistrant ainsi une croissance de 8,9 % en 2015.

« The Report: Gabon 2016 » contient des interviews de personnalités et d'experts influents qui analysent en détail le développement des principaux secteurs d'activité comme S.E. Ali Bongo Ondimba, président de la République gabonaise, Régis Immongault, ministre de l'Economie, Guy Maurice, Senior VP – Africa Total E&P ou Salim Kaddouri, directeur général de CIMAF Gabon ■

Source : www.oxfordbusinessgroup.com



THE REPORT

Gabon 2016

ECONOMY
MINING
BANKING
TRANSPORT

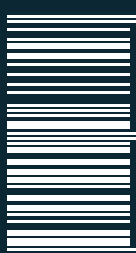
INDUSTRY
TOURISM
AGRICULTURE
TELECOMS & IT

ENERGY
CONSTRUCTION
EDUCATION
INTERVIEWS

www.oxfordbusinessgroup.com



OXFORD
BUSINESS
GROUP



9 781910 068717

BILAN DE LA VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
ALI BONGO EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le Gabon disponible pour accueillir davantage d'investissements directs chinois



La délégation présidentielle en Chine

La rédaction

Le président de la République gabonaise, S.E Ali Bongo Ondimba, a effectué une visite d'Etat en République populaire de Chine du 6 au 9 décembre 2016 à l'invitation de S.E Xi Jinping. A l'occasion de ce déplacement, première sortie à l'extérieur du continent africain après sa réélection et dans un cadre bilatéral de coopération, les deux chefs d'Etat ont décidé d'élever au rang de partenariat de coopération globale les relations sino-gabonaises. Une ambition confirmée lors des entretiens avec le Premier ministre, M. Li Keqiang, et le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, M. Zhang Dejiang. Le président de la République gabonaise a confirmé à cette occasion solennelle, « *l'entière disponibilité du Gabon pour accueillir davantage d'investissements directs chinois* ».

Des accords signés par les gouvernements gabonais et chinois, ainsi que par les organismes respectifs de promotion des investissements ANPI et CCPIT, témoignent de la réalité du « *coup d'accélérateur* » souhaité par Ali Bongo Ondimba. Le temps est venu, pour l'Afrique et pour l'Asie, de voir les flux d'investissements privés accompagner les actions d'initiatives publiques. Deuxième puissance économique du monde, la Chine, présente au Gabon à travers une trentaine de sociétés, a vu le volume de ses échanges commerciaux multipliés par cinq ces huit dernières années pour atteindre 1,77 milliards de dollars. La Chine est le troisième fournisseur du Gabon avec un volume d'importation de 8,6% et son premier client avec un volume d'exportation égal à 14,2%.

DES INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS DANS LES DOMAINES AGRICOLE, TOURISTIQUE, INDUSTRIEL ET BANCAIRE

Devant plus de 300 femmes et hommes d'affaires venus célébrer la coopération sino-africaine, sous le patronage du Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT) et de l'ambassade de la République gabonaise en Chine, le président de la République gabonaise a confirmé « *l'entière disponibilité du Gabon pour accueillir davantage d'investissements directs chinois dans les domaines agricole, touristique, industriel et bancaire, entre autres* ». S'agissant du secteur minier, le Gabon dispose de deux grands projets, Belinga et Maboumine.

Concernant Belinga dont les réserves en fer sont estimées à plus d'un milliard de tonnes, le Gabon recherche de bons partenaires financiers et techniques chinois pour ce projet d'envergure. Il en est de même pour le gisement polymétallique de Maboumine où le consortium constitué par l'Etat gabonais et le groupe Eramet recherche des partenaires chinois en vue d'accélérer sa mise en exploitation. « *S'agissant du secteur touristique, je souhaite une accélération des échanges touristiques entre nos deux pays. Dans cette perspective, je vous réaffirme mon ardent souhait de voir les gouvernements de nos deux pays procéder à la signature d'un accord aérien. Quant aux banques chinoises, je les invite à s'implanter au Gabon ou à acquérir des participations dans des banques existantes.* »

Le président de la République a achevé cette visite d'Etat par la province du Guangdong qui, grâce à ses zones économiques spéciales, hisse son PIB au quinzième rang mondial. Lors d'un échange direct avec le gouverneur Zhu Xiaodan, il a invité les entreprises chinoises à venir travailler au Gabon notamment dans la transformation locale des matières premières et redit la disponibilité du Gabon à accueillir une zone économique spéciale dédiée aux entreprises chinoises ■

Source : www.Presidence-Gabon.ga

BOURSE



TAUX DE CHANGE EN FRANCS CFA

Le taux de change d'une devise est le cours de cette devise par rapport à une autre, appelé également parité d'une monnaie.

Les taux de change, cotés sur le marché des devises appelé «Forex», varient en permanence en fonction des échanges et de la place de cotation. Le taux de change est déterminé par l'offre et la demande de chacune des deux monnaies : si la demande de la première monnaie dépasse l'offre, son cours augmente par rapport à la seconde monnaie. Les politiques monétaires de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la Réserve Fédérale des Etats-Unis (FED) influencent fortement les taux de change.

	NOVEMBRE	DECEMBRE
EUR	655.9570	655.9570
CHF – Franc Suisse	606,000	610,035
GBP	733,500	783,192
CAD	440.500	469.674
JPY – Yen	5.660	0,188.352
CNY - Yuan	86,750	90,1654
USD	590,250	629,91
ZAR – Rand	44,529	45,0314
INR (Roupie indienne)	--	0,108.014
NGN (Naira)	--	0,501.808

Date de Valeur : 15 déc 2016. / Source: Banque Centrale Européenne.

TAUX D'INTÉRÊT

Taux d'intérêt des appels d'offres :	2,45%
Taux d'intérêt des prises en pension :	4,20%
Taux d'intérêt sur placements :	0,00%
Taux créditeur minimum :	2,45%

TAUX D'INFLATION CEMAC : 4,50

Cours des matières premières

PRIX DU BARIL DU PÉTROLE DE OCTOBRE À NOVEMBRE 2016

WTI Pétrole Brut (ICE Europe) : 44.66 dollars US

Brent Pétrole brut (ICE Europe) : 45,84 dollars US

Prévision d'un an : 58 dollars le Baril

Or	1 134.50 US Dollars/Once	Cuivre:	5 723.50 dollars US/Tonne
Cacao	2.242.00 dollars US Tonne	Fer	47.0 US Dollar/Tonne
Café	2.088.00 dollars US/Tonne	Uranium	78.7 US Dollar/Tonne
Huile de Palme	716.46 dollars US/Tonne	Café Robusta	1953.7 US Dollars/Tonne
Caoutchouc	237.20 US Dollars/Kg	Café Arabica	3.283.4 US Dollar/Tonne

TAUX DE CROISSANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN 2015

Fonds Monétaire International (FMI)	Banque Mondiale (BM)
5,1 %	4,5 %

DÉFICIT EXTÉRIEUR COURANT

Estimé à **3,5 % en 2014**, il passera au-delà de **8,4 % en 2015**, du fait à la fois de la baisse des exportations de pétrole chez cinq des six membres de la Cemac (Cameroun, Tchad, Gabon, Guinée Equatoriale, Congo et République Centrafricaine) du niveau élevé des importations.

SITUATION CONJONCTURELLE EN ZONE CEMAC

Population (estimation)	44,1 millions
Taux de croissance (PIB réel)	4,6%
Taux de croissance démographique (moyen)	2,8%
Taux de croissance PIB/Hbt	1,8%
Principaux produits d'exportation : Pétrole brut; Cacao; Café; Coton - fibre et dérivés; Bois - grumes, sciages et dérivés; aluminium - brut et dérivés; caoutchouc naturel; Banane; Diamants - brut et taillés; Or; Tabac; Produits pétroliers; Rondins d'eucalyptus; Sucre; Manganèse; Uranium; Méthanol et autres Gaz; Bétail	

Le Comité de politique monétaire (Cpm) de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac), a tenu une réunion extraordinaire le 06 avril dernier à Yaoundé, et après analyse de la situation récente de la liquidité du système bancaire de la CEMAC, a décidé de baisser de 50%, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques des pays de la zone Cemac.

La croissance dans cet espace communautaire à six pays (Cameroun, le Gabon, le Congo, le Tchad, la Guinée équatoriale et la RCA) a culminé à 2,8% l'année dernière, contre 4,8% en 2014, soit une baisse de 2%. La croissance dans la zone Cemac a donc décroché de 2% en 2015 et retombera à 2% en 2016.

En 2016, les tensions inflationnistes dans cet espace communautaire se stabiliseront à 2,7% (contre 2,3% en 2015), c'est-à-dire en dessous de la norme de 3% admise dans la zone Cemac. Le gouverneur de la BEAC rassure par ailleurs qu'il n'y a aucune crainte pour les réserves de change qui, malgré la baisse des recettes d'exportation, demeureront «confortables» tout au long de l'année 2016 ■

LE PDG DE SHELL GABON À LA RENCONTRE DES SOCIÉTÉS SOUS-TRAITANTES

Objectif zéro en matière de sécurité

Par la Rédaction



Le PDG de Shell Gabon expliquant le concept de sécurité au préfet de Gamba

La conférence annuelle sur la sécurité au travail entre Shell Gabon et ses entreprises sous-traitantes s'est tenue le jeudi 10 novembre à Gamba. Cette troisième édition qui a vu la participation de plus d'une centaine de participants (Directeurs

généraux, responsables de la sécurité, autorités locales, direction générale des Hydrocarbures), a mis un accent particulier sur les problématiques liées à l'alcoolémie sur les sites de production, la sécurité routière, et la culture du leadership dans le domaine de la sécurité.



La conférence annuelle sur la sécurité au travail entre Shell Gabon et ses entreprises sous-traitantes à Gamba

EDITION 2017 DU AFRICA CEO FORUM

Les décideurs et financiers africains en conclave en mars 2017 à Genève

Le plus grand rendez-vous international des champions de la croissance africaine notamment les dirigeants des plus grandes entreprises africaines et internationales, les décideurs politiques de plus de 40 pays africains et les financiers les plus actifs sur le continent, se rencontreront les 20 et 21 mars 2017 à Genève, en Suisse, pour la 5^{ème} édition du Africa CEO Forum. Plateforme exceptionnelle des débats et de réflexion sur les défis économiques et industriels de l'Afrique au moment où la dégradation du contexte économique menace durablement la capacité de financement des entreprises et des pays africains. Il s'agit en cette période de difficile conjoncture économique due à la chute drastique du prix du pétrole, de répondre à la nécessité de dynamiser les flux financiers et les investissements vers le continent.

Parmi les temps forts de cette nouvelle édition, une grande mobilisation, en collaboration avec le gouvernement helvétique et les autorités du Canton de Genève, des principaux acteurs financiers locaux, des dirigeants des plus

grandes entreprises mondiales implantées en Suisse, notamment des secteurs stratégiques pour le continent, comme l'agro-alimentaire, la santé, le négoce des matières premières et les technologies de l'information et de la communication.

Placer sous le signe des investissements internationaux, Africa CEO Forum 2017 du Groupe Jeune Afrique favorise des rencontres opérationnelles entre les décideurs africains et les acteurs financiers africains et internationaux les plus actifs sur le continent. En participant à ce forum, vous allez confronter votre vision et votre stratégie avec les autres dirigeants des groupes internationaux de premier plan, des experts et des intervenants de haut niveau reconnus en Afrique et à l'international. A preuve le PDG du Groupe BGFIBank, M. Henri Claude Oyima qui a été primé de « The Africa CEO Forum Awards 2016 » a affirmé en ces termes, le bien fondé de ce Davos africain : « Le Africa CEO Forum est une excellente plateforme de business qui favorise les interactions entre tous les acteurs de développement économique de l'Afrique » ■

A l'ouverture des travaux, le PDG de Shell Gabon Osa Igiehon, a rappelé à l'assistance les objectifs de cet atelier en ces termes : « comprendre les causes des incidents/accidents survenus sur les sites d'opération de Shell Gabon et réfléchir avec l'ensemble des participants sur des solutions permettant d'améliorer la sécurité des employés, des sous-traitants de Shell Gabon et des communautés de Gamba. »

Cette session a permis de revenir sur l'ensemble des recommandations émises lors de l'édition 2015 afin d'améliorer la sécurité au travail. Notamment, la mise en place de contrôles inopinés d'alcootests sur les sites d'opérations de la compagnie; le renforcement des panneaux de signalisation de sécurité routière; la mise en place d'un comité d'analyse et de réflexion sur la sécurité routière composé des équipes de Shell Gabon et des représentants des entreprises sous-traitantes et l'amélioration des échanges avec les sous-traitants sur les questions de sécurité.

SOLUTIONS ENVISAGÉES

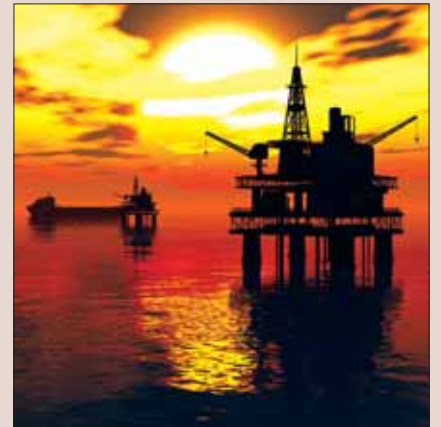
Les problématiques liées à la sécurité routière ont également été abordées par les participants. Ces derniers ont partagé les différents cas d'accident de la route qui se sont produits ces trois dernières années tout en soulignant leurs causes. Il s'agit entre autres, de la fatigue au volant, de la mauvaise planification des trajets, du contrôle insuffisants des compétences des chauffeurs à pouvoir conduire sur des longs trajets/dangereux, de la distraction pendant la conduite.

Au cours des ateliers pratiques, les différents participants ont proposé des pistes de solution telles que le renforcement de la sensibilisation des employés de Shell Gabon et des sous-traitants; la mise en place de plateformes de dialogue et d'échange pour discuter de problèmes liés à la sécurité; la multiplication d'ateliers de formation au leadership dans la sécurité pour couvrir tous les employés ; l'augmentation des panneaux de sensibilisation à la sécurité routière sur les routes et, l'intensification de la sensibilisation des communautés aux dangers de la route en partenariat avec les autorités et les forces de sécurité locales.

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ SUR LES SITES PÉTROLIERS

Par ailleurs, une équipe du Groupe Shell spécialisée en formation au leadership dans la sécurité et conduite par Chris Hyde, Directeur de la sécurité au Groupe Shell, a présenté aux participants quelques attributs principaux qui permettent d'être un leader dans le domaine de la sécurité et en faire un élément culturel à partager avec les autres.

En guise de conclusion, les participants ont marqué leur satisfaction et se sont engagés fermement à poursuivre la volonté commune d'atteindre l'objectif zéro en matière de sécurité ■



Les besoins de pétrole ne peuvent pas être comblés dans 25 ans selon l'AIE

Malgré les engagements pris dans l'Accord de Paris sur le climat, la consommation de pétrole va continuer d'augmenter jusqu'en 2040. La production pétrolière pourrait même ne plus suffire aux besoins, estime l'Agence internationale de l'Energie.

La rédaction

Dans moins de 25 ans, on ne produira peut-être pas assez de pétrole pour contenir la demande mondiale, avertit l'Agence internationale de l'Energie, l'AIE. Difficile de le croire aujourd'hui, le marché pétrolier est encombré d'excédents de brut qui écrasent les cours. Mais d'ici 2040, assure l'Agence, les besoins de pétrole vont continuer de croître, même si les Etats respectent leurs engagements de l'Accord de Paris visant à ralentir le réchauffement climatique, et donc à limiter leur consommation d'énergies fossiles.

LE PÉTROLE ENCORE LONGTEMPS LA BASE DE L'INDUSTRIE PLASTIQUE

Si les pays industrialisés baissent leur consommation de 12 millions de barils par jour, les pays en développement en consommeront 19 millions de barils supplémentaires. Le tiers de cette croissance aura lieu en Inde, la Chine consommera plus de pétrole que les Etats-Unis... dans moins de 15 ans ! Non pas que ces pays asiatiques ne fassent pas d'efforts comme en Occident pour imposer par exemple la voiture électrique, mais le carburant des camions et des avions restera très difficilement substituable, le pétrole demeurera encore longtemps la base de l'industrie plastique, en plein essor dans ces pays. Quant à l'Afrique des villes, elle remplacera de plus en plus par du gaz de pétrole liquéfié sa consommation de charbon de bois.

LES COURS DU BRUT TROP BAS, POUR MOTIVER LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS EN EXPLORATION-PRODUCTION

Face à cette hausse programmée des besoins en pétrole, il faudra renouveler l'offre, puisque les gisements se tarissent naturellement : on perd tous les deux ans l'équivalent de la production entière d'un pays comme l'Irak. Or les cours du brut sont trop bas, aujourd'hui, pour motiver les nouveaux investissements en exploration-production : ils ont chuté deux années de rang. Une troisième année de déclin des dépenses de l'industrie pétrolière l'an prochain, et le renouvellement de l'offre pétrolière ne sera pas suffisant pour couvrir les besoins en pétrole de la planète dans moins de 25 ans, conclut l'Agence ■

Source : www.aie.org



C'EST DEMAIN NOËL ET LE NOUVEL AN 2017

L'engouement pour les grandes fêtes semble terni par la difficile conjoncture économique actuelle, due non seulement à la chute drastique du prix des matières premières, mais aussi à la récente crise postélectorale. La grande distribution et la consommation sont en berne, bien que les supermarchés, les magasins et les marchés des trottoirs ne désempassent pas dans une concurrence souvent inégale. Des produits pour tous les goûts et pour toute la famille restent disponibles, mais à chacun son prix et sa qualité. A l'inverse des prix, les goûts ne se discutent pas.

Pour M. Jean Bernard Boumah, directeur général exécutif du groupe CECAGADIS, ces crises économiques et postélectorales ont naturellement eu un impact sur la plupart des secteurs

de notre économie, et particulièrement sur l'activité de nos supermarchés et magasins de proximité. L'année 2016, reconnaît-il, s'achève difficilement, et leurs indicateurs ne sont pas satisfaisants par rapport aux années précédentes. Bien pire, la crise postélectorale a été à l'origine de la destruction de leurs infrastructures, la disparition de leurs stocks, et aussi la perte de leur exploitation. Le préjudice causé est estimé à plus de 3 milliards de francs CFA. Cela fait craindre une année 2017 très peu reluisante pour les affaires. Souhaitons seulement que tout aille pour le mieux en 2017 et que les fêtes de cette fin d'année 2016 soient synonymes de bonheur pour tous les proches de nos annonceurs et de nos lecteurs. Nous serons très heureux de vous retrouver en 2017, et surtout décidés à relever les défis ■



ENTRETIEN AVEC M. JEAN BERNARD BOUMAH, DIRECTEUR GÉNÉRAL EXÉCUTIF DU GROUPE CECAGADIS

La transition numérique, un enjeu majeur dans le secteur d'activité de la grande distribution

Tout n'est pas rose en cette fin d'année 2016 pour le groupe CECAGADIS. Les indicateurs économiques et commerciaux ne sont pas satisfaisants par rapport aux années précédentes. Les répercussions de la chute drastique du prix du pétrole et la crise postélectorale indiquent que l'année 2017 ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices.

Par Dr Neltoh et Anne Marie Jobin

ECONOMIE GABON+ : Il n'est de secret pour personne que vous avez été la cible des casseurs lors des émeutes de fin août 2016. Certains de vos magasins en portent encore les stigmates. Acceptez-vous d'informer nos

lecteurs des dégâts que vos enseignes ont subis ? Avez-vous tout reconstruit ? Quel est le manque à gagner ? Les coûts de l'ensemble des sinistres ont-ils été évalués ?

Merci de nous donner l'opportunité d'intervenir dans votre journal. Lors de la crise postélectorale, nous avons en effet subi des dégâts matériels et de nature diverse, suffisamment importants comme d'autres commerçants. La fermeture de nos points de vente pendant cette période a fortement impacté notre activité.

Pour votre exacte information, nous avons enregistré vols, casses, pillages et incendis dans 23 magasins à Libreville et dans certains chefs-lieux de province. A ce jour 99% d'entre eux ont été réhabilités et sont redevenus opérationnels.

Bien entendu nous avons évalué l'intégralité des dommages causés à notre activité, qui comprend outre la destruction des infrastructures et la disparition des stocks, mais aussi la perte d'exploitation. Notre préjudice est estimé à plus de 3 milliards de francs CFA.



M. Jean Bernard Boumah, Directeur Général Exécutif du groupe CECAGADIS

ECONOMIE GABON+ : CECAGADIS est la plus grande compagnie de distribution des produits de consommation des ménages au Gabon. Vous avez consolidé vos acquis à Libreville et dans l'intérieur du pays. Au regard de la conjoncture économique actuelle due à la chute drastique du prix du pétrole, comment se portent les supermarchés du groupe CECAGADIS ?

Comme vous le savez, notre pays vit une crise économique à cause notamment de la mauvaise conjoncture des matières premières, et ceci a naturellement eu un impact dans la plupart des secteurs de notre économie, et particulièrement dans l'activité de nos supermarchés et magasins de proximité.

L'année 2016 s'achève difficilement, nos indicateurs ne sont pas satisfaisants par rapport aux années précédentes. Il y a aussi, hélas, les répercussions de la crise postélectorale que je viens d'évoquer plus haut. La conjonction de tous ces faits indiquent que l'année 2017 ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices.

POLITIQUE DE PROXIMITÉ, QUALITÉ DES PRODUITS, SERVICES ET PRIX COMPÉTITIFS

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la portée à ce jour de votre politique commerciale à l'endroit de votre clientèle et des clients potentiels au regard de l'évolution fulgurante de la consommation en ces périodes de festivités ?

Le groupe CECAGADIS a toujours su adapter sa politique commerciale aux besoins de ses clients, notamment par sa politique de proximité, la qualité de ses produits, le service et des prix compétitifs. Nous continuons dans cette voie en travaillant intensément pour être au plus près des besoins de nos clients, et particulièrement en cette période de fin d'année où tous nos magasins sont désormais prêts à recevoir et à satisfaire notre clientèle.



ECONOMIE GABON+ : La transition numérique est un enjeu majeur pour tous les pays et davantage pour le Gabon. Quels sont vos partenaires en particulier, au niveau des banques et des opérateurs de la téléphonie mobile pour les plateformes dédiées aux paiements domestiques dans vos différents supermarchés ?

Nous avons naturellement ajusté nos outils et notre politique commerciale à l'évolution numérique. Nos supermarchés sont aujourd'hui tous dotés de terminaux de paiement électroniques, et assez logiquement tous les opérateurs économiques du secteur de la banque sont nos partenaires et nous tenons à renforcer ces partenariats. La transition numérique est en effet un enjeu majeur dans notre secteur d'activité, et nous allons continuer à renforcer notre politique commerciale et marketing en utilisant au mieux tous les outils que nous offre le développement du numérique.

LA FIABILITÉ DU RÉSEAU DE COMMUNICATION, UN

CRITÈRE IMPORTANT DE CROISSANCE

ECONOMIE GABON+ : Quels sont vos projets dans le Mobile Banking au cours des prochaines années ? Avec quelles banques travaillez-vous et quels sont les critères qui déterminent vos choix ?

Nous avons établi des rapports avec les partenaires qui offrent cette solution numérique, que nous avons adoptée. Nous allons continuer l'extension de cette opportunité dans la plupart de nos magasins. Notre objectif étant de travailler avec les partenaires les plus performants du pays, qui développent cet outil. Bien entendu, nos critères, nos choix sont fondés sur les performances des outils qui nous sont proposés, mais également sur l'efficacité du service après-vente. Nous souhaitons toucher toute notre clientèle, quelle que soit son lieu de résidence, et dans cette perspective, la fiabilité du réseau de communication est également un critère important.

ECONOMIE GABON+ : La qualité

dans une entreprise se mesure par la qualité aussi bien des produits que des services aux clients. Quels sont les atouts commerciaux CECAGADIS ?

Notre entreprise est en mutation et son credo est la poursuite de son développement, en renforçant sa proximité vis-à-vis de sa clientèle.

Dans cet esprit, la qualité de nos services s'appuie sur les outils numériques modernes, qui aujourd'hui facilitent le service à offrir à nos consommateurs, devenus plus exigeants.

Grâce au développement de l'outil informatique, nous avons rendu l'acte d'achat transparent afin de renforcer la confiance avec notre clientèle. Nous sommes également dans la phase d'amélioration de nos bases de données, afin de mieux connaître nos clients, les fidéliser et enrichir l'offre de service.

Pour conclure, une fois de plus, nos principaux atouts commerciaux, que nous développons et renforçons sans cesse au bénéfice de nos clients à travers le pays, sont la proximité (nous sommes présents sur tout le territoire national), la disponibilité et la qualité de nos produits, le service, un rapport qualité/prix adéquat, la grande expérience dans nos métiers et le professionnalisme de nos équipes.

ECONOMIE GABON+ : Il y a une année, il se posait un problème sérieux auquel les grands distributeurs de la place se sont opposés. Il s'agit du paiement du scanner des conteneurs au port d'Owendo. Le problème a-t-il été résolu ? Où en êtes-vous aujourd'hui ?

Le scanner concerne l'ensemble des importateurs et exportateurs. L'installation de cet appareil ne posait en réalité pas de problème puisqu'il était censé apporter une fluidité dans le traitement des conteneurs. Mais tout résidait sur son coût, qui à notre appréciation devait revenir à la charge du budget de l'Etat. La répercussion du coût de cette prestation aux opérateurs économiques et les frais supplémentaires de relevage qu'il engendre, constituent un alourdissement des charges pour les entreprises ■



Super CKdo carrefour SNI Owendo
BP : 89 Libreville
Tél. : 01 70 77 31 - Fax : 01 70 77 33

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Assurances : les pistes de Séverin Anguilé



Le recyclage, c'est bon pour le climat

Les acteurs du recyclage des déchets présentent, dans une nouvelle étude, l'intérêt environnemental de leur activité. Une analyse de cycle de vie de tous les flux de déchets met en évidence les économies d'énergie et les émissions de CO2 évitées. En effet, au sein du défi global qu'est le développement durable, l'économie circulaire est un levier important pour les autorités publiques et les industriels. Le recyclage est l'un des leviers qui permet d'atteindre les objectifs d'économie de ressources et de diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Synthèse Rédaction

Le recyclage présente des bénéfices en matière d'émissions de gaz à effet de serre. On s'en doutait, mais la Fédération des entreprises du recyclage (Federec) a voulu le prouver. Jeudi 1er décembre, elle a présenté une étude globale sur l'évaluation environnementale du recyclage en France. Plusieurs évaluations de ce type avaient déjà été effectuées en utilisant l'analyse de cycle de vie, rappelle la fédération. Toutefois, « *celles-ci n'avaient pas pour objectif de dresser un bilan global et leur périmètre était trop limité* », estime-t-elle. Federec entend répondre à cette lacune au travers de cette étude réalisée par RDC

Environnement et en partenariat avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET DE CO2 À LA CLEF

Huit filières représentatives du marché ont été passées au crible : métaux ferreux, aluminium, cuivre, papiers cartons, verre d'emballage, plastiques d'emballage, granulats et textiles chiffons. Une analyse du cycle de vie (ACV) a été réalisée pour chacune afin d'évaluer les impacts

environnementaux potentiels sur tout le chemin parcouru par un produit, de l'extraction des matières premières qui le compose jusqu'à son élimination réelle. Le bilan environnemental porte sur les tonnages collectés et vendus en 2014.

Résultats : le recyclage en France de ces déchets a permis d'éviter le rejet d'environ 22,1 millions de tonnes de CO2. Soit l'équivalent de 25% des émissions du parc automobile français sur un an. Les 2.250 établissements français de recyclage ont traité environ 100 millions de tonnes de déchets l'année dernière. Un chiffre stable par rapport à 2014 mais qui a généré un chiffre d'affaires moindre : 8,3 milliards d'euros au lieu des 9,1 milliards d'euros en 2014. Quant aux économies d'énergie, elles s'élèvent à 124 TWh soit, un quart de la production électrique française.

Quand on regarde de plus près l'ACV, l'étude révèle que les phases de cycle de vie les plus contributives aux résultats sont l'extraction évitée de matières premières fossiles et la transformation des matières premières recyclées pour toutes les filières.

UNE CALCULETTE POUR SENSIBILISER LES ACTEURS

Cette étude a permis à Federec de créer et

d'homogénéiser la modélisation ACV sur toutes les filières et de mieux comprendre les facteurs qui influent sur les résultats. C'est un exercice reproductible chaque année qui servira également de point de repère pour chaque filière. Un outil Web de type "calculatrice environnementale des impacts" a été créé sur la base de l'étude. « *Ce dernier servira aux adhérents de Federec pour évaluer l'impact de leurs process de production au regard de leurs tonnages et des étapes de cycle de vie correspondant (par exemple, le choix du broyage ou du cisailage dans le cas des métaux). Ils pourront également évaluer les coûts/bénéfices environnementaux d'éléments techniques tels que les distances de transport, les consommations d'énergie, les pertes, etc.* », explique la fédération.

Federec vise surtout à faire prendre conscience aux consommateurs de matières premières de l'intérêt environnemental de consommer des matières issues du recyclage. Comme le rappelait mi-novembre le président de Federec, Jean-Philippe Carpentier, les exutoires manquent : « *Nous sommes une mine à ciel ouvert qui produit sans discontinuer. Il faut évacuer les matières de nos sites mais les conditions économiques ne sont pas favorables.* » ■

Source : <http://www.actu-environnement.com>

Afrique : les planètes sont alignées pour les énergies vertes

Avec plus de 600 millions de personnes sans électricité et un développement économique qui crée des besoins croissants, l'Afrique est plus que jamais confrontée au défi de l'accès à l'énergie et bénéficie d'un alignement de planètes inégalé pour privilégier les énergies vertes. Avec un parc électrique de 160 gigawatts et un taux d'accès à l'électricité inférieur à 50% (hors Afrique du Nord), le développement économique est « *illusoire (...)* si la consommation électrique cumulée de tous les pays de l'Afrique subsaharienne reste inférieure à celle d'un pays comme l'Espagne », résume Thierno Bocar Tall, P-DG de la Société africaine des biocarburants et des énergies renouvelables (Saber).

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande d'énergie va tripler d'ici à 2030 et nécessitera d'investir plus de 3.000 milliards de dollars d'ici à 2035. Aujourd'hui, la biomasse (bois et charbon de bois utilisés en foyers ouverts) représente près de la moitié de la consommation d'énergie du continent et l'électricité provient essentiellement du charbon (surtout en Afrique du Sud) et de générateurs diesel ou fioul.

Mais la baisse des coûts des énergies renouvelables change la donne. « *L'Afrique s'électrifie à une époque où les énergies renouvelables sont devenues efficaces et rentables, donc l'élec-*



trification se fera par la force des choses de manière plus propre », assure Philippe Bozier, directeur énergie et infrastructure en Afrique francophone chez PwC. Les pays de l'UEMOA (Afrique de l'Ouest) visent par exemple 80% d'électricité verte en 2030. Le continent bénéficie de ressources considérables, de l'éolien en Afrique du Sud et au Maroc, du solaire et de l'hydroélectricité un peu partout et de la géothermie dans la région du Grand Rift.

LE SOLAIRE, ÉNERGIE LA MOINS CHÈRE DU MONDE

Selon l'AIE, moins de 10% du potentiel hydraulique est exploité et l'éolien et le solaire restent marginaux. Mais le solaire « est

en train de devenir la source de génération d'électricité la moins chère du monde », ce qui « *bouscule la donne de manière incroyable en Afrique* », explique à l'AFP Yasser Charafi, chargé d'affaires infrastructures au Sénégal de la SFI (Banque mondiale). De grandes centrales de plusieurs dizaines ou centaines de mégawatts se développent comme le projet Noor au Maroc ou une centrale de 300 mégawatts (MW) en construction à Djibouti. 70 gigawatts pourraient être installés d'ici à 2030, prévoit l'Agence internationale des énergies renouvelables.

Certains pays, comme le Rwanda, la Tanzanie et le Kenya encouragent aussi l'électricité hors-réseaux dans les territoires ruraux, explique Dario Traum, analyste en charge du projet Climatescope à Bloomberg New

Energy Finance. Cela passe par des kits associant de petits panneaux solaires pour alimenter quelques appareils domestiques ou des mini-réseaux, construits à partir d'une petite centrale couplée à une activité économique (serres, etc.) qui alimente aussi les habitations alentours. « *Cela va permettre dans les 5 à 10 ans qui viennent à des millions de personnes d'avoir accès à l'électricité* », note M. Bozier. Les renouvelables bénéficient aussi d'un meilleur accès au financement, même si des obstacles restent à lever.

LES FOSSILES TOUJOURS PRÉSENTS

Les grands bailleurs internationaux, quasi-incontournables, ont restreint leur soutien aux énergies fossiles.

Des initiatives de coopération (le programme américain Power Africa, l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI), l'Alliance de la géothermie) sont nées, même si elles enregistrent peu d'avancées concrètes. Des financiers privés sont présents, comme l'IPS (réseau de l'Aga Khan) et des fonds moyen-orientaux. Et les Chinois ont été impliqués dans 30% des nouvelles capacités installées entre 2010 et 2015 en Afrique subsaharienne, selon l'AIE. En revanche, des cadres réglementaires instables, le manque de transparence et les lacunes dans la gestion du secteur électrique freinent les investissements.

Dans la plupart des pays, le secteur n'a pas trouvé son équilibre économique. « *Les sociétés nationales d'électricité sont souvent déficitaires* », explique M. Charafi, avec une difficulté à se faire payer par des populations précaires et peu satisfaites de la qualité du courant. Toutefois, les besoins sont tels que le continent « *ne peut pas être exclusif* », avance Philippe Bozier. Le charbon n'est pas abandonné. Pour « *un gouvernement, la priorité c'est de fournir de l'énergie aux industries et à la population, surtout urbaine* », résume Alexis Gazzo, associé chez EY, spécialiste des énergies renouvelables. De récentes découvertes pétrolières et gazières seront également exploitées, comme au Sénégal ou au Nigeria ■

Source : IAE

Le 1er Centre virtuel Avicenne UNESCO d'Afrique centrale

Le centre e-learning de Libreville s'inscrit dans le cadre de la composante 2 du projet Train My Generation (en français Former Ma Génération) – Gabon 5000, fruit du partenariat entre l'UNESCO et la société de téléphonie mobile AIRTEL Gabon représentée par le DG M. Alain KAHASHA NTUMWA. A travers ce centre, l'UNESCO déploie pour la première fois en Afrique centrale le concept labellisé de Campus virtuel Avicenne, tel qu'adopté par le gouvernement dans le cadre du Plan d'action régional pour l'économie de la connaissance.

La rédaction



Coupure officielle du ruban symbolique du Centre virtuel E Learning de Libreville

Le ministre d'Etat, ministre de l'Economie numérique, de la Communication, de la Culture et des Arts, porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie Bi Nze, a coupé, le 6 décembre écoulé, le ruban symbolique marquant l'ouverture officielle du centre e-learning Avicenne UNESCO de Libreville. Il était accompagné du ministre délégué à l'Education nationale, de M. Vincenzo Fazzino, représentant de l'UNESCO au Gabon, du directeur général d'Airtel Gabon, du chef de projet Train My Generation et du directeur général de l'Institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication (INPTIC), devant un grand nombre de chefs d'entreprises locales, d'enseignants, de dirigeants d'administration publiques, d'élèves et d'hommes de médias.

UN CONCEPT LABELLISÉ SOUS LE NOM DE CAMPUS VIRTUEL AVICENNE

Le centre e-learning de Libreville s'inscrit dans le cadre de la composante 2 du projet Train My Generation ou en français Former Ma Génération – Gabon 5000, fruit du partenariat entre l'UNESCO et la société de téléphonie mobile AIRTEL Gabon SA. A travers ce centre, l'UNESCO déploie pour la première fois en Afrique centrale le concept labellisé de Campus virtuel Avicenne, tel qu'adopté par les gouvernements dans le cadre du Plan d'action régional pour l'économie de la connaissance et par les ministres en charge des technologies de l'information et de la communication des pays africains en mai 2008. Cette approche novatrice intègre également le Plan d'action consolidé pour la science et la technologie en Afrique 2008-2013 de l'UNESCO et de l'Union africaine. Il utilise les technologies de l'information et de la communication pour aider les élèves à apprendre et à partager leurs compétences, ressources et résultats de recherche.

INITIATION À L'OUTIL INFORMATIQUE

Le campus virtuel de Libreville comprend une salle de cours multimédias d'une capacité de 20 apprenants par session, d'un studio de réalisation des cours, d'une salle de montage, traitement et mise en ligne des cours et des bureaux du personnel technique et administratif issus de l'INPTIC. Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, le Centre de Ressources se doit de former des enseignants (au moins 120) sur l'ingénierie pédagogique de production de cours en ligne de qualité à travers les Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Education (TICE); mettre à la disposition des élèves des classes d'examen (3^{ème} et Terminale) des cours de soutien numériques pour mieux les préparer aux examens (environ 100 modules); assurer la formation des jeunes dans les TIC et l'entrepreneuriat à travers le réseau virtuel; superviser les 11 centres de formation implantés dans les 9 provinces du Gabon; gérer le processus des 3 niveaux (niveau I, II et III) de formation de la Composante I dédiée à l'initiation à l'outil informatique, a

indiqué M. Claude Ahavi, directeur général de l'INPTIC.

A l'instar de certains pays africains, le Gabon réalise souvent de faibles résultats dans les matières scientifiques lors des examens de l'enseignement secondaire. D'où son déficit de diplômés en sciences. Grâce au numérique et à la mise à disposition de cours en ligne, l'UNESCO souhaite contribuer à l'amélioration du taux de réussite des jeunes scolarisés en classes d'examen de Brevet d'Etudes de premier cycle (BEPC) et de Terminale, dû essentiellement à des carences dans les matières scientifiques. Il s'agit de mathématiques, de science physique, de biologie, de chimie, en d'autres termes des Sciences de la Vie et de la Terre (SVT).

FORMER DES ENSEIGNANTS SUR L'INGÉNIERIE PÉDAGOGIQUE DE PRODUCTION DE COURS SCIENTIFIQUES EN LIGNE



Le Centre virtuel Avicenne de Libreville

Ce centre va donc permettre (à l'UNESCO) de faire bénéficier au Gabon de toute l'expérience acquise par le Modèle Avicenne, pour la formation des enseignants sur l'ingénierie pédagogique de production de cours scientifiques en ligne afin d'assurer un soutien efficace des élèves en classe d'examen (Terminale et 3e), avec le concours du personnel formé pour cela à l'INPTIC et des encadreurs pédagogiques de l'Institut pédagogique national (IPN), a expliqué M. Vincenzo Fazzino, représentant de l'UNESCO au Gabon.

M. Alain Kahasha Ntumwa, directeur général d'AIRTEL Gabon, s'est réjoui de ce partenariat avec l'UNESCO, le ministère de l'Education nationale et le ministère de l'Economie numérique. Ainsi a-t-il déclaré : « C'est parce nous sommes dans un monde en perpétuel mouvement où internet et les réseaux sociaux font désormais partie intégrante de notre vie quotidienne, qu'il nous est apparu essentiel d'apporter notre modeste contribution à la formation et l'épanouissement de la jeunesse gabonaise. »

En effet, il est important que la jeunesse gabonaise s'approprie ces technologies afin de devenir des acteurs clés du développement multisectoriel qui dessine déjà la nouvelle économie mondiale. Ainsi, dans le cadre du volet « Gabon numérique », composante sectorielle du Plan Gabon Emergent, le département dont il a la charge, a entrepris de doter le Gabon d'une infrastructure numérique de rang mondial sur l'ensemble du territoire, permettant le développement d'une large gamme d'e-services. L'accès (en ligne) aux contenus des enseignements, grâce à la mise en service de ce centre, constitue un atout majeur, indispensable pour l'accroissement des performances des apprenants, a rappelé M. Alain Claude Bilie Bi Nze ■

Source : www.unesco.org

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



IT Forum Dakar 2016 : Cybersécurité & Modernisation de TIC



En l'absence de meilleures politiques du logement et des transports, les villes pourraient devenir des pièges à inégalités

Les gouvernements devraient repenser le logement, les transports, l'éducation et la stratégie de l'emploi dans les villes pour éviter que ces dernières ne deviennent des pièges à inégalités, selon un nouveau rapport de l'OCDE. Ce rapport montre que la majorité des villes présentent un niveau d'inégalités supérieur à la moyenne nationale.

Par la Rédaction

Comme le constate « Making Cities Work for All : Data and Actions for Inclusive Growth » (en anglais), ouvrage produit dans le cadre de l'Initiative de l'OCDE sur la croissance inclusive avec le soutien de la Fondation Ford, les villes présentent, dans neuf pays étudiés sur dix, des inégalités de revenus des ménages plus fortes que la moyenne nationale respective. Si l'on prend le coefficient de Gini, qui note les inégalités sur une échelle allant de 0 à 1, 63% des villes étudiées se classent au-dessus de la moyenne nationale.

LES VILLES SONT DES GÉNÉRATEURS INCROYABLES DE CROISSANCE ET DE BIEN-ÊTRE

Du fait de la croissance rapide des villes du monde, imputable en partie à un exode rural sans précédent dans les pays en développement et les économies émergentes, environ 70% de l'humanité, contre quelque 50% aujourd'hui, vivra en ville d'ici à 2050. Selon les données, plus les villes deviennent importantes et plus leur niveau d'inégalités augmente, ce qui pourrait les transformer en moteur des inégalités au niveau national.

« Les villes sont des générateurs incroyables de croissance et de bien-être, mais elles peuvent aussi, faute de bonne gestion, se transformer en pièges à inégalités », indique le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, au moment de lancer le rapport au Sommet mondial des leaders locaux et régionaux à Bogota en Colombie. « Si nous voulons infléchir la tendance mondiale à la hausse des inégalités, nous devons concentrer nos efforts sur les villes et nous assurer qu'elles travaillent pour le bien de tous. »

PLUS DE 60% DES EMPLOIS ET DE CROISSANCE GÉNÉRÉS PAR LES VILLES EN 15 ANS

Dans les économies avancées, les villes ont généré ces 15 dernières années plus de 60 % des emplois et de la croissance économique, et les revenus des ménages y sont en moyenne 18 % plus élevés qu'ailleurs. Pourtant, toutes les villes ne sont pas parvenues à croître de manière inclusive, c'est-à-dire que leurs habitants ne profitent pas de cette croissance. Les débouchés du marché du travail peuvent rester maigres pour les nombreux habitants à faible revenu qui habitent dans les quartiers déshérités. Les chances de réussite des enfants qui y sont nés sont souvent liées au statut socio-économique de leurs parents.

S'intéressant à des villes – définies comme des zones métropolitaines comptant au moins 500 000 habitants – d'Autriche, de Belgique, du Canada, du Chili, du Danemark, des États-Unis, de France, d'Italie, de Norvège et de Suède, le rapport **Making Cities Work for All** fait apparaître le constat que dans tous les pays sauf le Canada, le niveau moyen des inégalités se situe au-dessus de la moyenne nationale. Les villes présentant les plus fortes inégalités dans les pays étudiés sont Bari (Italie), Bruxelles (Belgique), Calgary (Canada), Miami (États-Unis) et Santiago (Chili) ■

Une croissance plus inclusive dans les villes peut devenir une réalité si les gouvernements nationaux et locaux coopèrent

La montée des inégalités et de la ségrégation spatiale dans les villes n'est pas irrémédiable. La structure institutionnelle des villes, et la façon dont elles répondent aux attentes de leurs habitants, mettent en valeur le capital humain et soutiennent l'environnement économique pour changer la donne.

Par la Rédaction

Les gouvernements nationaux et locaux œuvrent aux mêmes domaines de politiques publiques qui touchent aux villes, sans pour autant toujours collaborer sur ces sujets. Dans les pays de l'OCDE, les politiques urbaines nationales peuvent influencer profondément la capacité à promouvoir la croissance inclusive, mais se limitent souvent à la question des transports publics, de la rénovation de quartiers défavorisés ou des mesures incitatives à l'installation d'entreprises. De même, les villes disposent de compétences dans des domaines essentiels à la croissance inclusive, comme l'éducation, les services de santé, la protection sociale, la formation et les services à l'emploi, ainsi que le logement, la revitalisation des quartiers et les transports. La responsabilité de financer ces domaines clés est souvent répartie entre les gouvernements nationaux et locaux. La coordination entre ces différents échelons en matière de politiques structurelles est indispensable pour s'assurer que les politiques urbaines contribuent à améliorer concrètement la qualité de vie des habitants.

Redistribution des dotations et mise en commun des recettes fiscales

Les politiques fiscales doivent appuyer les politiques structurelles. Les mécanismes nationaux de péréquation financière constituent l'une des solutions majeures que les gouvernements emploient pour lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités. Étant donné que les recettes et les dépenses liées aux services publics dépassent souvent les limites municipales, certaines métropoles ont introduit un système de péréquation au niveau métropolitain afin de faire face aux externalités négatives de l'étalement urbain et de compenser les inégalités en matière de recettes fiscales, au moyen de la redistribution des dotations et la mise en commun des recettes fiscales, par exemple (comme à Séoul ou Tokyo).

La prise en charge de ces politiques dans les villes nécessite des mécanismes de gouvernance qui facilitent la mise en œuvre de

politiques publiques complexes et pluridimensionnelles. De nombreuses villes dans les pays de l'OCDE coopèrent entre elles en mettant en place des structures de gouvernance métropolitaines axées sur une planification stratégique conjointe et l'élaboration de politiques communes dans les domaines de l'aménagement du territoire, des transports, du logement et du développement économique, entre autres compétences. Les autorités métropolitaines peuvent être directement élues (comme l'autorité du Grand Londres, Portland Metro, Verband Region Stuttgart, Aix-Marseille-Provence) ou non (comme à Barcelone, Montréal, Vancouver, Rotterdam-La Haye). Des systèmes de gouvernance adéquats peuvent contribuer à réduire les coûts de la fragmentation administrative et accroître la productivité, mais également, comme l'illustre ce rapport, réduire la ségrégation et promouvoir l'inclusion sociale ■

Source : <http://www.oecd.org>

Les taux, l'assiette des cotisations et le plafond des salaires tous secteurs confondus fixés par le Conseil des ministres



Le Conseil des ministres a adopté le projet de décret fixant les taux, l'assiette des cotisations et le plafond des salaires soumis à cotisation des travailleurs des secteurs public, privé et parapublic au Régime Obligatoire d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale. Ce projet de décret, présenté par le ministre du Développement social et familial, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, fixe les nouveaux paramètres de financement de l'assurance maladie

obligatoire des secteurs public, privé et parapublic, en partenariat avec les acteurs sociaux et les experts, en vue de garantir la pérennité de chaque fond contributif, ainsi que celle de la CNAMGS.

Les différents taux de cotisations par Fonds d'assurance maladie sont fixés dans cet ordre :

SECTEUR PUBLIC

5 % à la charge de l'Etat employeur ; 2,5 % à la charge

de l'agent en activité ; 1 % à la charge du retraité.

SECTEURS PRIVÉ ET PARAPUBLIC

4,1 % à la charge de l'Etat employeur ; 2 % à la charge de l'agent en activité ; 1 % à la charge du retraité.

Par ailleurs, sont exemptés des prélèvements au titre du régime d'assurance maladie obligatoire : les anciens combattants ; les agents publics et salariés titulaires d'une rente d'accident du travail et leurs ayants droit ; les agents publics, salariés et retraités percevant un salaire ou une pension inférieure ou égal au SMIG, ainsi que leurs ayants droit ; les retraités des secteurs public et privé résidents hors du territoire national, ainsi que leurs ayants droit.



CONSULTING MAXI SERVICES

C. M. S

Mise à disposition du Personnel qualifié au Gabon





« La confiance de nos clients et l'excellence de nos collaborateurs »

Secteurs :

- Pétrolier;
- Génie civil (BTP);
- Transport Logistique;
- Industriel;
- Portuaire, Maritime & Fluviaux.

Corps de Métiers:

- Métallurgie, Chaudronnerie, Soudure, Mécanique, Tuyauterie, Électricité, Électromécanique;
- (HTM) Technicien de Surface;
- Technicien Zaplock, Hotpat;
- Chauffeurs, Peintres, Vulgarisateurs, Manutention, Agent de Sécurité, Conducteurs d'engin, Conducteurs de semi-remorque,.
- Secrétaires Comptables, Comptables, QHSE, HSE, Conducteurs, etc.

CONSULTING MAXI SERVICES (CMS)
B.P. 548 Port-Gentil / Gabon
Tél./Fax : +241 01 56 09 42
Cél. : + 241 07 35 48 80
Courriel : cmsmangalaeliane@yahoo.fr
Site Web : www.consultingmaxiservices.ga

Nos autres activités

Location de véhicules de transport, fourniture des EPI, Catering onshore & offshore

Bien vous servir est notre priorité

Des aliments excellents pour votre cœur

Pour prévenir les crises cardiaques, il est important d'éviter les aliments malsains mais aussi de manger des aliments riches en nutriments, en fibres et en matières grasses saines. Si au cours des dernières années, le nombre de décès dus aux maladies cardiaques a baissé, ces dernières restent la première cause de décès dans le monde. La bonne nouvelle est que nous en savons maintenant bien plus sur la façon de prévenir les maladies cardiovasculaires, qui comprennent à la fois les accidents vasculaires cérébraux (AVC) et les crises cardiaques. Il est clair qu'une alimentation saine ainsi qu'un mode de vie sain agrémentés d'exercice physique régulier peuvent faire une énorme différence. Nous avons compilé pour vous une liste de 8 aliments sur 30 que vous devriez adopter afin de limiter le risque de maladies cardiovasculaires.

LE SAUMON



Parce qu'il contient de grandes quantités d'acides gras oméga-3, le saumon contribue à réduire le risque d'arythmie (battements cardiaques irréguliers) et d'athérosclérose (accumulation de plaque dans les artères) ainsi que le taux de triglycérides. Les médecins recommandent de manger du poisson et de préférence du poisson gras au moins deux fois par semaine. Les acides gras oméga-3 se retrouvent également dans les compléments alimentaires.

LES FLOCONS D'AVOINE



Les flocons d'avoine sont riches en fibres solubles, qui ont la particularité de réduire le cholestérol. Ils agissent comme une éponge dans le système

digestif et absorbent le cholestérol pour qu'il soit éliminé de l'organisme et non absorbé dans la circulation sanguine. Les diététiciens recommandent d'éviter les flocons d'avoine en préparation instantanée car ils contiennent souvent du sucre. Il est préférable de choisir les flocons d'avoine à l'ancienne ou même à cuisson rapide. Les autres aliments composés de céréales complètes comme le pain, les pâtes et le gruau de maïs sont également bons pour le cœur tant qu'ils contiennent des céréales complètes.

LES MYRTILLES



Les myrtilles, mais aussi les fraises et les autres baies. Selon une étude récente, les femmes âgées entre 25 et 42 ans qui consomment plus de trois portions de myrtilles et de fraises par semaine présentent un risque inférieur de 32% de faire une crise cardiaque. Les auteurs de cette étude attribuent cet avantage à des composés connus sous le nom d'anthocyanes et de flavonoïdes (qui sont des antioxydants) susceptibles de diminuer la pression artérielle et de dilater les vaisseaux sanguins. Les anthocyanines donnent aux plantes leur couleur rouge et bleu.

LE CHOCOLAT NOIR



Plusieurs études concordent sur le fait que le chocolat noir est bon pour votre cœur. Ainsi, une étude effectuée en 2012 a révélé que la consommation quotidienne de chocolat pouvait réduire les crises cardiaques non mortelles et les AVC chez les personnes qui présentent un risque élevé pour ces problèmes. At-

tention : le vrai chocolat noir doit être constitué d'au moins 60 à 70% de cacao. Le chocolat noir contient des flavonoïdes appelés polyphénols qui contribuent à la diminution de la pression artérielle. En revanche (et malheureusement), le chocolat au lait et la plupart des barres chocolatées ne sont pas conseillés.

LES AGRUMES



Les femmes qui consomment de grandes quantités de flavonoïdes tels qu'on en trouve dans les oranges et dans les pamplemousses, présentent un risque inférieur de 19% d'être victime d'un AVC ischémique (causé par un caillot). Les agrumes sont également riches en vitamine C, qui a été associée à un risque moins élevé de maladies cardiaques. Méfiez-vous des jus d'agrumes qui contiennent du sucre ajouté. De plus, sachez que les produits contenant du pamplemousse peuvent interférer avec l'action des médicaments destinés à réduire le cholestérol.

LE SOJA



Les produits dérivés du soja, y compris le tofu et le lait de soja, permettent d'ajouter des protéines à votre régime alimentaire sans pour autant y ajouter les graisses malsaines et le cholestérol. Les produits dérivés du soja contiennent des niveaux élevés d'acides gras polyinsaturés (bons pour votre santé), des fibres, des vitamines et des minéraux. Qui plus est, le soja peut réduire

la pression artérielle chez les personnes qui ont une alimentation riche en glucides raffinés. Enfin, comparé au lait ou d'autres protéines, la protéine de soja peut effectivement diminuer le LDL ou « mauvais » cholestérol.

LA POMME DE TERRE



Il n'y a aucune raison de fuir les pommes de terre sous prétexte qu'elles sont bourrées de ce « mauvais » amidon. Tant qu'elles ne sont pas sous la forme de produits frits, les pommes de terre sont bonnes pour votre cœur. Elles sont riches en potassium, ce qui peut aider à diminuer la pression artérielle. Elles sont également riches en fibres, ce qui peut réduire le risque de maladie cardiaque.

LES TOMATES



Vous devriez consommer plus de tomates ! Comme pour les pommes de terre, les tomates sont riches en potassium, ce qui est très bon pour le cœur. En outre, elles sont une bonne source de lycopène. Le lycopène est un caroténoïde antioxydant qui peut aider à se débarrasser du « mauvais » cholestérol, à garder les vaisseaux sanguins ouverts et à diminuer le risque d'attaque cardiaque. De plus, étant donné qu'elles sont faibles en calories et faibles en sucre, elles sont compatibles avec un régime sain ■

Source : mieuxexister.com/cuisine

flyafrijet.online by AFRIJET

Envolez-vous et changez de point de vue



Libreville - Port Gentil
Libreville - Franceville
à partir de 80.000 XAF*

UNE AUTRE IDÉE DU SERVICE AÉRIEN RÉGULIER

Réservation en ligne : flyafrijet.online ou agence de voyage
Hotline : (+241) 07 56 03 03 ou (+241) 02 01 17 17

*Tarif hors taxes à conditions particulières

UNE GAMME DE VINS COMPLÈTE :
CHÂTEAU ROUMIEU
CHATEAUNEUF DU PAPE
DIANE DE BELGRAVE

21.900 F TTC
10.900 F TTC
13.700 F TTC

PLUS DE 750 RÉFÉRENCES DISPONIBLES

CHATEAU ROUMIEU SAUTERNES 2013

CECAGADIS

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

LE TERMINAL PÉTROLIER DE GAMBA

UN OUTIL STRATÉGIQUE POUR SHELL ET LE GABON



T3501

Situé au sud-ouest du Gabon, le Terminal de Gamba stocke et exporte la production pétrolière de Shell Gabon ainsi que celui des entreprises pétrolières partenaires opérant dans le périmètre de Rabi.

Capacité d'exportation :

ENVIRON **30%** DE LA
 **PRODUCTION
NATIONALE**

Ligne d'export :



SYSTÈME
AUTOMATIQUE
DE **DÉTECTION
DE FUITES**



**CHARGEMENT DE
PÉTROLIERS TOUS
LES 10 JOURS**

Investissement de

**80 MILLIARDS
DE FCFA**

ces deux dernières années
pour pérenniser l'exportation
de pétrole brut

Capacité de stockage :

 **1 MILLION
DE BARILS**

